Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1838

Artikel: Paquet conjoncturel : tant pis pour les chômeurs? : Le Conseil national refuse d'aider les victimes de la crise

Autor: Tille, Albert

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1013951

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Paquet conjoncturel: tant pis pour les chômeurs?

Le Conseil national refuse d'aider les victimes de la crise

Albert Tille (18 septembre 2009)

Le Conseil des Etats campe sur ses positions. Fort d'une majorité PDC-PS-Verts, il soutient dans son intégralité le troisième paquet conjoncturel. Il s'oppose au Conseil national où une coalitionUDC-PLR a eu raison de l'aide aux chômeurs proposée par le gouvernement. C'est non au perfectionnement des jeunes chômeurs, non au prolongement du nombre des indemnités, et non à l'engagement des chômeurs en fin de droit dans des organisations sans but lucratif. Le Conseil fédéral proposait de consacrer 400 millions à son troisième paquet. Après avoir pris des mesures pour soutenir l'activité économique, il envisageait, logiquement, d'aider les victimes de la crise. Le bloc de droite n'a consenti qu'à une dépense de 65 millions pour permettre aux entreprises de prolonger la durée du chômage partiel.

Premier argument pour diviser la dépense par six: éviter l'endettement de l'Etat. La crise ne semble donc pas assez grave, puisqu'on refuse d'épuiser les possibilités offertes par le rigoureux frein aux dépenses. Passons sur cette sempiternelle idéologie des intégristes de la rigueur budgétaire. Le deuxième argument du refus du programme gouvernemental est plus inattendu: les mesures proposées sont inefficaces. Cette rhétorique est insoutenable. Il était possible de s'interroger de bonne foi sur l'efficacité des mesures contenues dans les deux premiers paquets conjoncturels, et notamment sur les effets de la relance intérieure, pour les industries exportatrices prioritairement touchées par la crise. Mais comment affirmer, pour démolir le troisième paquet, qu'il est inefficace d'offrir les moyens de vivre décemment aux personnes écartées du marché du travail par la crise? Comment juger inefficace l'occupation de jeunes chômeurs par une formation complémentaire plutôt que d'attendre un premier emploi? Quelle est l'efficacité de faire sombrer les chômeurs de longue durée dans une inactivité dévastatrice plutôt que de leur donner l'occasion d''être utiles au sein d'une organisation sans but lucratif?

L'efficacité pour le bloc UDC-PLR ne se conçoit que dans le fonctionnement de l'économie marchande. L'activité caritative qui se substitue aux carences du marché n'est pas digne d'offrir des emplois. Selon Christophe Darbellay, le PLR a massivement refusé le troisième paquet pour s'assurer le soutien de l'UDC dans l'élection de Didier Burkhalter. Si cette explication politicienne est exacte, on peut espérer que, rassurés par le succès de leur candidat, quelques députés du PLR rejoignent les partisans d'une aide aux victimes de la crise.

Le message pollué des Académies suisses des sciences

Le livre blanc sur le futur du système éducatif part d'une bonne intention mais rate sa cible

Jean-Daniel Delley (15 septembre 2009)

En publiant un livre blanc sur le futur du système éducatif helvétique, les Académies suisses des sciences veulent sans doute frapper un grand coup. L'esquisse de ce que pourrait être ce système à l'horizon 2030 en comparaison de la situation actuelle doit ouvrir un vaste débat et, le cas échéant, faire démarrer un processus de réforme. Mais la maladresse des académiciens risque bien de conduire à l'enterrement de leurs propositions.

En postulant la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans et en fixant un objectif de 70% de diplômés universitaires d'ici 2030, les Académies ont suscité l'ire des organisations patronales et syndicales, comme des professionnels de la